

Burundi : la présidence n'exclut pas un léger report des élections

@rib News, 17/05/2015 - Source AFP La présidence burundaise s'est dit prête dimanche à envisager un léger report des élections législatives et présidentielle prévues à partir de fin mai, comme le réclame la communauté internationale en raison de la crise politique dans le pays. Interrogé par des médias sur ce possible report, le conseiller en communication de la présidence Willy Nyamitwe a répondu: «Ses s'est passé en 2005, Ses s'est passé en 2010, pourquoi Ses ne se passerait pas en 2015 si la Commission (électorale) trouve qu'on peut faire un glissement de deux au trois jours, d'une semaine....

Il s'exprimait en marge d'une brève déclaration du chef de l'État Bujumbura, première apparition officielle de M. Nkurunziza depuis l'échec vendredi de la tentative de coup d'État mené mercredi contre lui. Des législatives et communales sont prévues le 26 mai, avant une présidentielle le 26 juin à laquelle Pierre Nkurunziza, élu en 2005 et 2010, est candidat. L'annonce de cette candidature fin avril a déclenché des manifestations massives de heurts entre opposants à un troisième mandat (qu'ils jugent anticonstitutionnel) et policiers ou jeunes du parti présidentiel. Les violences ont fait une vingtaine de morts. Les militaires putschistes, dont la plupart ont depuis lors été arrêtés, avaient justifié leur tentative de coup par le mépris de M. Nkurunziza envers son peuple. Avant même la tentative de putsch, l'Union européenne, les États-Unis et même l'Union africaine avaient demandé le report des scrutins, jugeant que le climat n'était pas propice à leur tenue. Dimanche, M. Nyamitwe a ajouté qu'il revenait à la commission électorale d'évaluer si les conditions sont réunies pour la tenue des élections. Mais il a aussi fait remarquer que la Constitution établissait des délais à respecter, en référence au risque de vacance du pouvoir si le mandat actuel de Pierre Nkurunziza s'achevait avant qu'un nouveau président n'ait été élu et investi. M. Nyamitwe a par ailleurs condamné avec la dernière énergie les attaques qui ont visé les radios indépendantes du pays pendant la tentative de putsch. La présidence regrette vraiment qu'on arrive à faire taire les médias d'une façon aussi violente, a-t-il dit, assurant que ces médias pouvaient reprendre leurs missions à n'importe quel moment. Nous devons faire en sorte que la liberté de la presse soit assurée dans notre pays. Nous devons faire en sorte que les journalistes soient protégés. Que certains journalistes accusés à tort ou à raison d'être pro ou anti-pouvoir soient menacés par l'un ou l'autre camp, c'est inacceptable, a-t-il lancé. Les directeurs des principales radios et télévision indépendantes visés par ces attaques ont accusé les forces pro-Nkurunziza d'en être responsables. Une autre station privée, Radio Rema, considérée comme la voix du Cndd-FDD au pouvoir, a été saccagée par des manifestants opposés au troisième mandat. Dès le premier jour des manifestations anti-troisième mandat fin avril, les principales radios privées -- RPA, Bonesha, Isanganiro -- avaient été empêchées d'émettre par le gouvernement hors de Bujumbura, accusées de relayer les appels à manifester. La RPA avait été complètement coupée le lendemain. Le patron de la RPA Bob Rugurika a fui à l'étranger et plusieurs journalistes de médias privés se cachent. Des leaders du mouvement anti-troisième mandat sont actuellement recherchés par les autorités.